



LES FAITS MARQUANTS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE "BIODIVERSITE: SCIENCE ET GOUVERNANCE": JEUDI 27 JANVIER 2005

Jeudi, les participants à la Conférence Internationale "Biodiversité: Science et Gouvernance" se sont réunis en ateliers tout le long de la journée pour plancher sur: la gouvernance; l'agriculture; la documentation de la biodiversité; les défis posés à la réalisation de l'objectif 2010; la biodiversité et les zones urbaines; la biodiversité et la santé; la biodiversité microbienne; les défis à relever dans la gestion des pêcheries; l'innovation; les indicateurs et l'objectif 2010; la diversité biologique et culturelle; et, la gestion de la biodiversité tropicale et subtropicale – les forêts et les îles.

NDLR: La couverture des ateliers a été limitée à ceux décrits ci-dessous et leur sélection s'est faite suivant les priorités définies par les organisateurs de la Conférence.

ATELIERS

GOVERNANCE: Gouvernance multi-niveaux de la biodiversité: Anil Gupta, de l'Indian Society for Research and Initiatives for Sustainable Technologies and Institutions, a parlé des savoirs traditionnels axés sur la préservation de la biodiversité. Il a plaidé pour l'établissement: d'un fonds pour la récompense et la compensation des pourvoyeurs de connaissances; l'exigence de renseignements sur les sources des connaissances, dans les applications brevetées; et la tenue d'un registre international des innovations technologiques durables et des savoirs traditionnels.

Chimère Diaw, du Centre International de Recherche Forestière, a parlé de la construction sociale de la biodiversité. Il a précisé que le défi à relever réside dans la mise en place d'un cadre articulé à la fois sur les grandes et les petites institutions et sur les connaissances locales et scientifiques.

Au cours de la discussion de groupe, Maria Fernanda Espinosa, de l'UICN, a attiré l'attention sur le besoin: de procédures de consentement préalable, en connaissance de cause, pour l'accès aux savoirs et aux ressources; d'un partage des avantages; d'une valorisation économique des savoirs traditionnels; et de la reconnaissance des droits des utilisateurs et des pourvoyeurs. Charles McNeill, du PNUD, a présenté 'l'Equator Initiative', conçue pour le renforcement des capacités communautaires en matière de préservation de la biodiversité et de réduction de la pauvreté. Grazia Borrini-Feyerabend, Suisse, a parlé des différences entre les types de gouvernances et la qualité de la gouvernance. Bernard Roussel, du Musée National Français d'Histoire Naturelle (MNHN), a déclaré que la représentation des communautés locales, relative à la protection des savoirs traditionnels devrait être basée sur des concepts communs. Joseluis Samaniego, de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Antilles, a souligné la nécessité de traiter les lacunes et les décalages relatifs à la préservation de la biodiversité, dans les politiques et les pratiques gouvernementales, ainsi que les synergies entre mécanismes pertinents. Il a également indiqué que les accords internationaux devraient être assortis de calendriers et d'objectifs quantitatifs clairs. Renaud Dutreil, Ministre Français du Service Civil et de la Réforme Administrative, a souligné la nécessité de règles communes dans la mise en place de la gouvernance multi-niveaux de la biodiversité.

Partenariat mondial pour l'utilisation des ressources

Biogénies: Georges Massiot, de Pierre Fabre, a parlé de la compensation des communautés locales pour l'utilisation de la biodiversité, soulignant que de nombreuses entreprises reconnaissent la question du partage des avantages et qu'elles sont prêtes à coopérer avec les gouvernements.

Au cours de la discussion de groupe, Martha Chouchena-Rojas, de l'UICN, a souligné l'importance de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages qui en sont tirés, et a apporté son appui à la proposition française d'établir un groupe d'experts international sur la biodiversité, chargé d'évaluer les bonnes pratiques. Nathalie Kosciusko-Morizet, du Parlement français,

a plaidé pour l'ouverture de l'accès aux matériaux génétiques et pour le partage des coûts de la préservation. Alberto Glender, de l'Ambassade du Mexique en Inde, a souligné le besoin d'un partenariat pour la préservation de la biodiversité. Brendan Tobin, de l'Université des Nations Unies, a déclaré que la biotechnologie est étroitement liée à l'idée d'un régime solide d'accès et de partage des avantages. Everton Vargas, du Ministère Brésilien des Affaires Etrangères, a déclaré qu'une volonté politique est nécessaire pour la reconnaissance des droits des communautés locales. Leonard Hirsch, du 'Smithsonian National Museum of Natural History', a déclaré que la gouvernance relative à la préservation des ressources génétiques requiert traçabilité et transparence.

Expertise, information et processus décisionnel politique: Parlant de la structuration des stratégies du développement durable, Pierre Valette, de la Direction Générale de la Recherche, à la CE, a déclaré qu'il est important de déterminer les besoins en matière d'information, utiles aux processus décisionnels.

Au cours de la discussion de groupe, Patrick Blandin, du MNHN, a appelé les scientifiques à partager expertise et pratiques en vue de faciliter les prises de décisions. Peter Bridgewater, Secrétaire Général de la Convention de Ramsar, a recommandé que les organes scientifiques des conventions ayant trait à la biodiversité coordonnent leurs travaux. Gordon McInnes, de l'Agence Européenne de l'Environnement, a souligné la nécessité d'une connectivité à l'information. Monique Barbut, du PNUE, a déclaré que le groupe d'experts international sur la biodiversité devrait viser: à améliorer la qualité des politiques de biodiversité; à intégrer la science de la biodiversité dans les politiques économiques et sociales; et à améliorer l'utilisation des recherches disponibles, et à mener de nouvelles, sur la biodiversité. Sybille van den Hove, de l'European Platform for Biodiversity Research Strategy, a souligné le besoin d'améliorer le savoir scientifique et son interface avec la biodiversité. Hamdallah Zedan, Secrétaire Exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), a déclaré que le groupe d'experts international sur la biodiversité devrait aider à l'application de la CDB, à travers la détermination des priorités et le comblement des lacunes.

Serge Lepeltier, Ministre Français de l'Ecologie et du Développement Durable, a souligné l'impératif de résoudre les conflits d'intérêts touchant au domaine de la biodiversité et d'intégrer l'accès aux, et le partage des avantages tirés des, ressources génétiques, dans les législations nationales.

AGRICULTURE: Les participants ont entendu des exposés d'études de cas portant sur: les systèmes agricoles locaux, en Indonésie; l'agro-foresterie diversifiée en Indonésie; l'eutrophie culturelle dans le Golf Nordique du Mexique; les pratiques pastorales et la dynamique de la végétation ligneuse dans le Sahel; et le plan de rétablissement des oiseaux de ferme au Royaume-Uni.

Les modérateurs de l'atelier ont, ensuite, introduit le débat général. Henri Buller, de l'Université d'Exeter, a souligné la nécessité de déterminer le type de biodiversité devant être dérivé de l'agriculture et de re-conceptualiser la biodiversité plutôt comme partie intégrante de l'agriculture que comme facteur externe. Emile Frison, Directeur de l'Institut International des Ressources Phytogénétiques, a souligné que la biodiversité peut être un moteur pour l'intensification de l'agriculture dans les zones marginales. Jacques Baudry, de l'Institut National Français de la Recherche Agricole (INRA), a souligné la nécessité de promouvoir les communautés locales. Bernard Hubert, de l'INRA, a suggéré d'étudier davantage la relation entre la mondialisation des marchés et les biens produits à l'échelon local, et a souligné le besoin d'un changement des mentalités sur les droits et responsabilités des agriculteurs. Sara Scherr, du Groupe Consultatif sur la Recherche Agricole Internationale, a déclaré que les agriculteurs sont des acteurs de la biodiversité, et a souligné le besoin de prendre en considération les Objectifs de Développement du Millénaire relatifs à la sécurité alimentaire, dans une perspective écosystémique. Le Président de l'Atelier, Harison Randriarimanana, Ministre Malgache de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, a déclaré qu'une forte détermination politique et un changement de paradigme sont indispensables. Dominique Bussereau, Ministre Français



de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, a mis l'accent sur l'interdépendance entre l'agriculture et la biodiversité, et a souligné le besoin d'établir des partenariats, de développer la recherche et d'améliorer la prise de conscience.

LES DEFIS POSES A LA REALISATION DE

L'OBJECTIF 2010: Après la discussion des principales questions ayant trait à la recherche axée sur la préservation et du point de savoir si le niveau actuel de cette recherche est satisfaisant, le modérateur de la table ronde, Jean-Pierre Revéret, de l'Université du Québec, a ouvert le débat consacré aux propositions d'amélioration de la recherche et à son financement. Natarajan Ishawaran, de l'UNESCO, a expliqué que davantage de fonds sont injectés dans le secteur de l'éducation que dans celui de l'environnement. Jean-Yves Grosclaude, de l'Agence Française de Développement, a mis en exergue les besoins des pays en développement dans le domaine du renforcement des capacités, faisant état de la difficulté de convaincre les ministères des finances, des avantages des programmes de préservation. John Robinson, Vice-président de la 'World Conservation Society', a souligné la nécessité d'un cadre organisationnel pour la collecte et l'analyse des données, le suivi, et les prises de décisions. Thomas Lovejoy, Président du Centre Heinz, a souligné le besoin d'organiser l'information et le savoir. Pierre Mathy, de la Direction Générale de l'Environnement, à la CE, a déclaré qu'un effort humain et infrastructurel est nécessaire, pour l'amélioration de la recherche, et a expliqué la manière dont le 7^e programme-cadre de l'UE intègre les questions liées à la biodiversité.

Dans le débat qui a suivi, les participants se sont accordés pour dire que la Conférence devrait fournir des propositions concrètes, et a suggéré, entre autres, de cibler l'Organe Subsidaire de la CDB, chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques ou de bâtir sur les résultats de DIVERSITAS.

Le Président de l'Atelier, Watson, a proposé des projets de conclusions soulignant, entre autres: qu'un renforcement des capacités est requis pour les communautés scientifiques et politiques; que le financement est inadéquat, en particulier, dans les pays en développement; et que les ministres des finances et d'autres ministres doivent être impliqués. Les participants ont été également d'avis qu'il est besoin: d'intégrer les sciences naturelles et sociales; d'établir des équipes multi- et interdisciplinaires; d'évaluer les progrès accomplis, au moyen de données de référence; et d'élaborer un cadre pour la recherche, le suivi et la formulation des politiques. Ils ont décidé d'apporter leur appui à l'établissement d'un processus consultatif d'évaluation, à la suite de l'Evaluation Ecosystémique du Millénaire.

BIODIVERSITE ET SANTE: Les préoccupations sanitaires mondiales: Le Président de l'Atelier, Eric Cornut, Président de Novartis-France, a souligné que les maladies ne respectent pas les frontières qui séparent les pays pauvres et les pays riches.

Paul Epstein, de la Harvard Medical School, a parlé des conséquences de l'instabilité climatique sur la santé, sur la biodiversité et sur l'économie mondiale. Il a expliqué comment des maladies nouvelles, récurrentes et redéployées sont devenues des forces de changement de dimension planétaire, influant notamment l'érosion de la biodiversité.

Jonathan Patz, de l'Université du Wisconsin, a présenté un exposé sur les changements survenus dans le monde et sur l'émergence de maladies, soulignant l'importance des facteurs social, politique et économique dans la déclaration des maladies infectieuses (MI). Il a expliqué comment le déboisement peut mener à la multiplication des cas de paludisme, suite à une modification du milieu écologique des moustiques.

Richard Ostfeld, du Millbrook Institute of Ecosystem Studies, a présenté un exposé sur la biodiversité et les risques de maladies, se focalisant sur la maladie de Lyme. Il a souligné qu'outre les pathogènes, les réservoirs et les vecteurs naturels, l'interaction des espèces peut donner lieu à une transmission de maladies, des animaux aux êtres humains. Il a conclu que la grande diversité des vertébrés réduit les risques humains d'exposition à la maladie de Lyme et au virus de la région ouest du Nil.

Christian Lannou et Marie-Laure Desprez-Loustau, de l'INRA, ont présenté un exposé sur l'épidémiologie écosystémique et la gestion durable des forêts et de l'agriculture. Lannou a mis en garde que les changements climatiques pourraient provoquer maladies et invasions d'insectes, et a cité des exemples de cultures qui ne peuvent plus être produites sous forme de monocultures à grande échelle, en raison de la faiblesse de leur diversité génétique.

Outils et méthodes modernes et nouvelles manières de penser: Pejman Rohani, de l'Université de Georgia, a présenté un exposé sur les mécanismes qui sous-tendent la dynamique MI. Il a fourni des explications concernant les incongruités entre les modèles et les données des déclarations pathologiques.

Jean-François Guégan, de l'Institut Français de Recherche pour le Développement (IRD), a présenté une étude sur la macro-écologie et la dynamique démographique des MI. Il a décrit la macro-écologie de la coqueluche et du choléra. Mettant en lumière l'accroissement des échanges entre les réservoirs de MI, il a encouragé la mise en place de programmes de vaccination mondiaux pour une éradication efficace des MI, et d'un programme international de prévision des futurs risques sanitaires ayant rapport avec la biodiversité.

Jean-Paul Gonzalez, de l'IRD, a parlé des éléments fondamentaux et des zones d'émergence des maladies. Il a appelé au changement des pratiques agricoles, pour réduire au minimum les épidémies de MI, notamment à travers l'accroissement de la diversité génétique des animaux de ferme.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité d'accroître: la recherche transdisciplinaire sur les MI, en particulier dans le milieu écologique urbain; le partage des avantages tirés des découvertes pharmaceutiques; la reconnaissance de l'interdépendance du climat et de la biosphère; et la diversification des systèmes de production alimentaire.

DIVERSITE MICROBIENNE ET SOCIETE: Le Président de l'Atelier, Kenneth Timmis, du Centre Allemand de Recherche Biotechnologique, a donné un aperçu sur la diversité phylogénétique et fonctionnelle des microorganismes. Il a décrit la versatilité microbienne, et a fait état d'un manque important de connaissances sur la diversité, les processus vitaux et la valeur potentielle des microorganismes.

Erko Stackebrandt, de la German Collection of Microorganisms and Cell Cultures, a élaboré davantage sur la diversité et l'abondance microbiennes, signalant que la culture et la préservation, ne serait-ce que d'une fraction des microbes existants, sont des entreprises excessivement onéreuses.

Michail Yakimov, de l'Institut Italien de l'Environnement Marin des littoraux, a présenté un exposé sur l'exploration et l'exploitation de la diversité des microbes qui décomposent les polluants, mettant l'accent sur des expérimentations dans lesquelles l'adjonction de nutriments et d'émulsifiants a accéléré la décomposition microbienne du pétrole.

Willem de Vos, du Centre de Wageningen des Sciences Alimentaires, a cité des exemples de la manière dont la diversité et la fonctionnalité microbienne dans les aliments et dans le corps humain, contribuent à la santé, et comment les connaissances dans ce domaine pourraient être profitables à l'Homme.

Jacques Balandreau, du Centre National Français de Recherche Scientifique, a expliqué comment les activités humaines affectent la diversité microbienne dans les sols et dans nos corps, et a précisé que l'accroissement actuel des pathogènes environnementaux émergents, est dû à notre ignorance passée de la microbiologie.

Angeli Kodjo, de l'Ecole Nationale des Sciences Vétérinaires, de Lyon, a déclaré que s'agissant de microbes, le sort des animaux est lié au nôtre, car les êtres humains acquièrent à la fois les microbes et la capacité de résistance, à travers le contact avec les animaux domestiques, et vice versa.

Victor de Lorenzo, de l'Université Autonome de Madrid, a décrit la biodégradation comme étant une bataille entre les polluants et les bactéries, et a déclaré que les aptitudes catalytiques du paysage bactérien, sont supérieures à celles des activités individuelles cumulées des microbes.

INNOVATION: L'innovation pour et par la biodiversité: Le Président de l'Atelier, Bana Bihari Jana, de l'Université de Kalyani, en Inde, a introduit la session, mettant l'accent sur la question des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Pierre-Henry Gouyon, de l'Université de Paris-Sud, a déclaré que le débat sur les OGM devrait se focaliser plutôt sur l'économie et l'écologie que sur la sécurité alimentaire. Mettant en exergue le principe de précaution, il a fait état de sérieuses préoccupations environnementales en rapport avec les OGM, et a précisé que les OGM devraient être rejetés tant que leur brevetage n'est pas harmonisé à l'échelle mondiale.

Décrivant le cadre réglementaire relatif à la prévention des risques biotechnologiques, mis en place dans son pays, Roger Zangré, de l'Agence Nationale Burkinabé de l'Evaluation de Recherche, a argué que l'allègement de la pauvreté exige l'innovation, et a suggéré de plutôt générer des faits que de laisser la peur et la présomption prévaloir.

Marc Dufumier, de l'Institut National Français d'Agronomie, a mis en exergue les réussites accomplies à travers l'innovation basée plutôt sur la tradition que sur la technologie. Il a fait part de ses doutes concernant la génétique en tant que facteur limitatif dans l'agriculture.

David Heyd, de l'Université Hébraïque, a établi une distinction entre la valeur axée sur l'être humain et la valeur tout court, et, soulignant que la bioéthique est usuellement associée à la santé humaine, a précisé que la santé humaine et celle de des écosystèmes peuvent entrer en conflit.

Table ronde: Grégoire Berthe, de l'Association Nationale Interprofessionnelle Française pour la Sauvegarde des Graines et des Plantes, a appelé à davantage de recherches sur la portée des échanges entre les matériaux génétiques, y compris la pollinisation. Dominique Lecourt, de l'Université Denis Diderot, a remis en question l'applicabilité de la science aux questions techniques.

Les participants ont souligné qu'étant donné que la science avance en s'appuyant sur les découvertes précédentes et que des gènes transférés existaient déjà dans la nature, les OGM ne sont pas une invention et, par conséquent, ne devraient pas être brevetés. Ils ont également débattu du recours à la biotechnologie pour l'amélioration de la qualité des aliments, de l'intégration de la bioéthique dans la formation scientifique, et de l'amélioration de la compréhension des agro-écosystèmes.